

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

1) APERÇU GENERAL

1. Depuis le précédent examen de sa politique commerciale (2007), l'Australie, qui est l'une des économies les plus ouvertes du monde, a surmonté avec succès les effets de la crise financière mondiale. Après une longue période d'expansion, fruit de politiques macro-économiques et de réformes structurelles avisées (dont la libéralisation du commerce, favorisée par un degré exceptionnellement élevé de transparence, fait depuis longtemps partie intégrante), auxquelles s'est ajoutée une amélioration des termes de l'échange, la crise mondiale a provoqué un ralentissement de l'activité économique, avec un taux de croissance passant de 3,8% (2007/08) à 1,4% (2008/09). Le retournement de conjoncture a toutefois été moins marqué que dans la plupart des autres pays avancés, puisque le taux de croissance devait remonter à 2,3% en 2009/10 selon les estimations (tableau I.1). Ce ralentissement relativement modéré et le rebond qui a suivi se sont expliqués, entre autres, par la vigueur de la demande des produits de base, notamment en provenance de la Chine; la flexibilité du taux de change; la bonne santé du secteur bancaire; et une réaction opportune et forte face à la crise, avec le lancement du Nation Building and Jobs Plan d'un montant de 42 milliards de dollars australiens (encadré I.1).¹ Bien qu'elle soit toujours considérée comme l'une des économies les plus compétitives du monde², l'Australie a connu un fort tassement de sa productivité multifacteurs, qui est l'un des déterminants clés de la compétitivité des entreprises australiennes et du niveau de vie de la population sur le long terme (encadré I.2). Ce ralentissement de la progression de la productivité multifacteurs est dû principalement à certaines évolutions dans trois secteurs: agriculture; industries extractives; et électricité, gaz et eau (chapitre IV).³ Si le taux d'inflation est resté relativement stable, à environ 3%, avant de tomber à 2,3% (2009/10), le taux de chômage est passé progressivement de 4,5% en 2006/07 à 5,5% en 2009/10. En dépit de résultats remarquables sur le plan du développement humain, il y a eu une légère dégradation de l'inégalité des revenus (que les autorités attribuent à des changements de méthodologie).⁴ L'évolution de la structure du commerce extérieur et de l'investissement étranger direct (IED) traduit l'importance croissante de la Chine en tant que débouché des exportations australiennes, de même que la chute de l'IED sortant à destination des États-Unis sous l'effet de la crise financière mondiale et de l'appréciation du dollar australien.

Tableau I.1
Certains indicateurs macro-économiques, 2005-2010

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
PIB réel (millions de \$A, prix de 2008/09)	1 150 644,0	1 191 655,0	1 237 320,0	1 255 241,0	1 283 799,0
PIB réel (millions de \$EU, prix de 2008/09)	860 020,1	936 938,7	1 109 659,5	935 907,7	1 133 594,5
PIB courant aux prix du marché (millions de \$A)	1 001 440,0	1 091 633,0	1 185 740,0	1 255 241,0	1 284 670,0
PIB courant aux prix du marché (millions de \$EU)	748 501,3	858 296,4	1 063 401,3	935 907,7	1 134 363,6
PIB par habitant aux prix courants du marché (\$A)	48 752,0	52 303,0	55 771,0	57 770,0	57 965,0
PIB par habitant aux prix courants du marché (\$EU)	36 438,5	41 123,2	50 016,8	43 073,3	51 183,1

¹ FMI (2009a) et (2010a).

² En 2010, l'Australie était classée au 5^{ème} rang (sur 58 pays), et au 12^{ème} rang en 2007, dans le *World Competitiveness Yearbook* (Annuaire mondial de la compétitivité) de l'IMD. Toujours en 2010, elle occupait la 15^{ème} position (sur 133 pays), et la 19^{ème} sur 131 pays en 2007/08, sur le *Global Competitiveness Index* (Indice mondial de la compétitivité) du FEM, le caractère restrictif de la réglementation du travail et de l'accès au financement figurant au nombre des facteurs les plus problématiques en Australie (IMD, 2010; et WEF, 2010).

³ Commission de la productivité (2009c).

⁴ En 2009, l'Australie occupait le 2^{ème} rang (sur 182 pays) de l'Indice du développement humain de l'ONU (PNUD, 2009). Selon le Bureau australien des statistiques, le coefficient de Gini est passé de 0,314 (2006) à 0,331 (2008).

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Comptes nationaux	<i>(variation en %)</i>				
PIB réel (au prix de 2008/09)	3,1	3,6	3,8	1,4	2,3
Consommation	2,8	4,2	4,4	0,8	2,0
Consommation privée	2,8	4,3	4,7	0,2	2,1
Consommation de l'État	2,5	3,7	3,2	2,8	1,8
Formation brute de capital fixe	8,8	5,4	10,4	0,8	2,5
Exportations de marchandises et de services non facteurs (XGS)	2,2	2,5	4,0	2,6	5,5
Importations de marchandises et de services non facteurs (MGS)	7,3	9,1	14,6	-3,3	5,3
XGS/PIB (%) (aux prix courants du marché)	19,5	19,7	19,7	22,7	19,8
MGS/PIB (%) (aux prix courants du marché)	21,1	20,9	21,8	22,1	20,2
Taux de chômage (%)	5,0	4,5	4,2	4,9	5,5
Taux de participation du travail (%)	64,6	65,1	65,5	65,5	65,4
Productivité^a					
Productivité du travail	1,5	0,7	1,0	0,6	2,3
Productivité du capital	-3,1	-2,4	-2,8	-4,5	-2,5
Productivité multifacteurs	-0,6	-0,7	-0,7	-1,8	0,0
Prix et taux d'intérêt	<i>(%)</i>				
Inflation (IPC, variation en %)	3,2	2,9	3,4	3,1	2,3
Effets bancaires à 90 jours (fin de période)	5,97	6,43	7,80	3,20	4,89
Effets bancaires à 90 jours (moyenne de la période)	5,68	6,33	7,30	4,79	4,04
Rendement des obligations d'État (fin de période)	5,79	6,26	6,45	5,52	5,10
Rendement des obligations d'État (moyenne de la période)	5,39	5,80	6,17	5,02	5,50
Taux de change					
\$EU/\$A (moyenne de l'exercice financier)	0,747	0,786	0,897	0,746	0,883
Taux de change effectif réel (évolution en %)	2,0	3,5	8,9	-12,1	..
	<i>(% du PIB courant sauf indication contraire)</i>				
Finances du gouvernement fédéral					
Recettes	26,1	25,5	25,7	23,8	22,5
Rentrées fiscales	24,6	24,1	24,2	22,2	20,6
Dépenses	24,2	23,7	23,7	25,9	26,1
Bilan net	1,9	1,8	2,0	-2,0	-3,6
Dette publique du Commonwealth	-0,4	-2,7	-3,8	-1,3	3,3
Épargne et investissement					
Épargne nationale brute	22,5	22,6	23,3	23,9	-21,6
Investissement intérieur brut	27,9	28,2	29,6	28,72	28,3
Différence épargne-investissement	-5,4	-5,5	-6,3	-4,2	-6,7
Secteur extérieur					
Balance du compte courant	-5,4	-5,5	-6,3	-3,2	-4,3
Échanges nets de marchandises	-1,5	-1,2	-1,8	0,9	-0,2
Exportations	15,2	15,4	15,3	18,4	15,4
Importations	16,7	16,6	17,1	17,5	15,7
Balance des services	0,0	0,1	-0,2	-0,3	-0,1
Compte des opérations en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte financier	5,5	5,6	6,2	3,2	4,4
Investissement direct	-0,6	1,1	2,5	1,4	1,3
Termes de l'échange (2007/08=100)	88,9	94,8	100,0	108,3	107,2
Exportations de marchandises (évolution en %) ^b	20,2	10,2	7,6	27,6	-13,0
Importations de marchandises (évolution en %) ^b	12,5	8,3	11,6	8,6	-7,4

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Exportations de services (évolution en %) ^b	6,0	10,4	10,2	4,4	-0,2
Importations de services (évolution en %) ^b	4,6	8,7	18,1	5,3	-4,8
Réserves en devises étrangères (milliards de \$A, fin de période) ^c	60,6	77,0	32,8	48,0	33,4
Réserves en devises étrangères (milliards de \$EU, fin de période) ^c	45,31	65,4	29,4	35,8	28,5
en mois d'importations de marchandises et de services non facteurs	3,4	4,0	1,5	2,1	1,5
Dette extérieure nette (milliards de \$A)	494,9	539,6	600,4	624,3	671,9
Dette extérieure nette (milliards de \$EU)	367,8	458,1	578,0	506,5	572,6
Coefficient de service de la dette ^d	9,4	11,5	12,2	10,4	10,5

.. Non disponible.

a Productivité du travail = PIB par unité de travail; productivité du capital = PIB par unité de capital; productivité totale des facteurs = PIB par unité combinée de travail et de capital.

b Les taux de croissance du commerce des marchandises et des services sont fondés sur les montants en dollars australiens.

c À l'exclusion de l'or et des droits de tirage spéciaux (DTS) et des réserves auprès du FMI. Les chiffres sont ceux de la Banque de réserve d'Australie, au 8 octobre 2010.

d Paiements nets d'intérêts par rapport aux exportations de marchandises et de services.

Source: Renseignements en ligne du Bureau australien des statistiques et de la Banque de réserve d'Australie.

2. En dépit d'une gestion macro-économique avisée et d'une relative vigueur de l'économie, les risques qui pèsent sur les perspectives économiques immédiates sont liés, entre autres, à l'arrêt des mesures de relance, à la fragilité de l'économie et de la finance au plan mondial, ainsi qu'à l'exposition aux prix des produits de base, au recours à la dette extérieure à court terme, et au lourd endettement croissant des ménages.⁵ Parmi les tendances à long terme qui continueront d'influer sur l'économie, citons la poursuite de la montée de la Chine et de l'Inde⁶, un accroissement démographique doublé d'un vieillissement de la population, le changement climatique et l'évolution technologique. Il y a également lieu de s'inquiéter de la dépendance croissante de l'Australie vis-à-vis des industries extractives, qui risque d'amplifier le cycle conjoncturel, alors que l'économie deviendra plus sensible aux variations de ses termes de l'échange, lesquels sont actuellement très favorables (ils devraient encore gagner 17% en 2011 pour avoisiner leurs niveaux records).⁷ L'un des grands défis qui se pose à l'économie australienne, et qui risque d'avoir une incidence sur la politique commerciale, est

⁵ Les autorités ont précisé que ces risques étaient contrebalancés par la bonne santé des finances publiques, la solidité et le bon encadrement du système bancaire, le flottement libre du taux de change et la flexibilité des marchés des produits et du travail, un risque de change limité et le fait que l'emprunt extérieur était le reflet d'un accroissement des investissements. Elles ont expliqué par ailleurs que si l'épargne nationale n'avait jamais répondu aux besoins de l'investissement intérieur, la progression de l'investissement sur les dernières années avait concerné pour l'essentiel le secteur des industries extractives et n'était pas liée à l'endettement des ménages.

⁶ Selon les autorités, ces pays sont les principaux artisans du déplacement de l'axe stratégique mondial en direction de l'Asie, mouvement dont l'Australie est un des grands bénéficiaires. D'après le FMI, l'intégration de plus en plus marquée de l'Australie avec l'Asie émergente renforce ses belles perspectives de croissance à moyen terme; elle entraîne toutefois des vulnérabilités qui appelleront des mesures de la part des responsables politiques dès lors qu'il sera difficile d'apporter des ressources au secteur minier sans créer une pression inflationniste. L'industrialisation et l'urbanisation de la Chine et du reste de l'Asie émergente devraient avoir sur les termes de l'échange australiens un impact durable, de plus de 40% supérieur à la moyenne des années 1990 (Département du Trésor, 2010c; et FMI, 2010a).

⁷ L'expression cycle conjoncturel (ou cycle économique) se rapporte aux fluctuations qui affectent la production ou l'activité à l'échelle d'une économie sur plusieurs mois ou plusieurs années (FMI 2010a; et Département du Trésor, 2010d).

l'élaboration de mesures macro-économiques et structurelles propres à faciliter l'ajustement aux effets d'une amélioration des termes de l'échange qui découle de l'essor des industries extractives et de l'augmentation de l'IED dans ce domaine, ainsi que de l'appréciation du dollar australien. Ce dernier phénomène entamera probablement la compétitivité des branches concurrençant les importations et des exportations traditionnelles, à moins que ces activités ne puissent gagner en productivité. De toute évidence, un ajustement structurel s'imposera dans l'économie non minière.

Encadré I.1: Le bouclier de la relance économique

La belle santé des finances publiques affichée par l'Australie au moment de l'éclatement de la crise financière mondiale lui a permis de lancer une série de mesures de relance budgétaire, dont la plus importante a été le Nation Building and Jobs Plan (42 milliards de dollars australiens sur deux ans), annoncé en février 2009. Afin de protéger l'économie des effets les plus néfastes de la récession mondiale et d'asseoir la croissance économique à venir, l'objectif du Plan a été de mettre en place des infrastructures durables nécessaires au renforcement de la productivité à long terme, et de soutenir l'emploi.

Le Plan a permis de financer:

- a) le programme "Building the Education Revolution", avec une dotation de 16,2 milliards de dollars australiens en faveur de la construction et de la rénovation des infrastructures scolaires du primaire et du secondaire ainsi que de leur entretien;
- b) 5,9 milliards de dollars australiens pour construire quelque 20 000 nouveaux logements sociaux et logements destinés aux forces de défense et pour accélérer les travaux de réparation et d'entretien du parc de logements sociaux;
- c) 1,7 milliard de dollars australiens pour des investissements dans les enseignements supérieur et professionnel ainsi que dans les centres de formation aux métiers du commerce;
- d) 800 millions de dollars australiens pour améliorer les équipements et les infrastructures au niveau des communautés locales;
- e) 2,3 milliards de dollars australiens pour l'amélioration de l'infrastructure et de la sécurité routières et ferroviaires, moyennant la réparation des routes et l'élimination des points noirs, et l'installation de barrières aux passages à niveau;
- f) un abattement fiscal supplémentaire de 30% pour les petites entreprises et les entreprises commerciales en général faisant l'acquisition de certains actifs; et
- g) le versement d'un crédit d'impôt unique en espèces d'un montant maximum de 900 dollars australiens aux ménages, travailleurs célibataires, étudiants et agriculteurs touchés par la sécheresse admissibles, et aux autres personnes ayant gagné moins de 100 000 dollars australiens en 2007/08 et payé des impôts.

La mise en œuvre de ces mesures de relance a plus ou moins respecté les calendriers établis. En décembre 2009, on estimait que 71% des projets d'infrastructure au titre du Nation Building – Economic Stimulus Plan étaient en cours, que 17% étaient achevés, et que plus de 60% du budget du Plan (soit 25,8 milliards de dollars australiens) avaient été utilisés pour financer les crédits d'impôt, les allègements fiscaux et les travaux d'infrastructure à moyen terme. Selon le Département du Trésor, le programme de relance dans son ensemble a évité la destruction de quelque 200 000 emplois.

On estime que, sans le plan de relance, l'activité économique se serait contractée de 2% en 2008/09 et que le taux de chômage serait passé à 8,25%, créant ainsi un cercle vicieux qui aurait plongé l'économie australienne dans la récession.

Source: Renseignements communiqués par les autorités australiennes; Gouvernement australien (2009), *Nation Building Economic Stimulus Plan – Commonwealth Coordinator General's Progress Report to 31 December 2009*. Adresse consultée: <http://www.economicstimulusplan.gov.au/documents/pdf/YearinfocusWEB4.pdf> [1^{er} octobre 2010]; et renseignements en ligne du Gouvernement australien. Adresse consultée: <http://www.economicstimulusplan.gov.au/pages/theplan.aspx> [1^{er} octobre 2010].

Encadré I.2: Productivité et réforme économique: du succès aux difficultés

Les préoccupations suscitées par le ralentissement de la progression de la productivité et du revenu par habitant au début des années 1980 ont conduit à engager au milieu de la décennie de vastes réformes économiques qui se sont prolongées dans les années 1990 avec la Politique nationale de la concurrence (NCP). Ces deux vagues de réformes se sont traduites tout d'abord par un abaissement (en grande partie unilatéral) de la protection à la frontière, puis par une réforme des infrastructures et des marchés du travail à l'intérieur. La meilleure illustration de l'ampleur de la réforme économique en Australie est sans doute la chute du taux effectif d'aide à l'industrie manufacturière, qui est tombé de 25% à 5% en l'espace d'une vingtaine d'années. Il en est résulté une poussée de la productivité multifacteurs, dont la progression a atteint un taux annuel moyen de 2,3% sur la période allant du cycle de productivité 1993/94 au cycle de productivité 1998/99, soit plus du double du taux annuel moyen à long terme de 1,1%, ce qui a propulsé l'Australie du 12^{ème} rang au 2^{ème} rang des grands pays de l'OCDE. Ce phénomène est ainsi intervenu pour plus de la moitié du taux de croissance annuel moyen du revenu (3,1%) enregistré durant les années 1990. Sur la période allant du premier cycle de ce siècle à 2003/04, la progression annuelle de la productivité multifacteurs a retrouvé sa moyenne à long terme de 1,3%. Depuis lors, et jusqu'au cycle actuel en cours, cette progression a chuté pour atteindre une moyenne annuelle de -0,2%. Étant donné l'importance de l'amélioration de cet indicateur pour l'élévation du niveau de vie à long terme, on comprendra que ce très fort tassement de l'accroissement de la productivité ait eu de quoi inquiéter.

Pour environ 70%, ce phénomène récent peut être imputé à certaines évolutions dans trois secteurs: industries extractives; électricité, gaz et eau; et agriculture (chapitre IV). Étant donné que les facteurs particuliers qui affectent la productivité dans ces secteurs agissent sur tous les procédés de production et que les nouveaux investissements commencent à avoir un effet favorable sur le volume de la production, on peut s'attendre à une certaine reprise de la progression de la productivité multifacteurs.

Malgré la probabilité de cette reprise, la prudence reste de mise. L'amélioration de la productivité dépend en fin de compte de la performance des différentes entreprises et de l'émulation qui fait que les entreprises et les branches les plus efficaces prennent le pas sur les autres. Le principal enseignement tiré de la croissance sans précédent de la productivité multifacteurs enregistrée dans les années 1990 a été que des réformes d'envergure avisées, couplées à une mise en œuvre généralisée – tirée par la concurrence – des nouvelles technologies de l'information et de la communication, ont offert une occasion exceptionnelle de modifier les procédés de production et de repenser les lieux de travail pour améliorer la productivité. À cet égard, le renforcement de la concurrence joue un rôle crucial en encourageant la réduction des coûts et l'amélioration des produits et des procédés, y compris par le recours aux innovations et à leur diffusion.

Les deux premiers trains de réformes de l'Australie peuvent apparaître comme principalement axés sur les mesures incitatives et sur la flexibilité du marché. Toutes les voies possibles n'ont pas été exploitées. Par exemple, des réformes faisant appel à la concurrence dans les secteurs du cabotage maritime et aérien (qui jouent un rôle important dans le domaine du transport) offrent de plus larges possibilités de stimuler l'innovation et, partant, la productivité. On peut escompter d'autres avantages nets de la mise en œuvre des réductions tarifaires prévues dans les secteurs de l'automobile, du textile, du vêtement et de la chaussure. Par contre, il y a peu de chances que des subventions versées à ces secteurs ou à d'autres apportent un gain comparable. Ce soutien à l'investissement ou à la production tend à fausser la concurrence. Si elles peuvent se justifier lorsque les signaux du marché ne sont pas bons, les subventions doivent être bien ciblées de sorte qu'elles ne coûtent pas plus que ce qu'en retire la collectivité. Malgré la politique exemplaire de l'Australie en matière de transparence, y compris un recours fréquent à l'analyse coût-avantage de la part de la Commission de la productivité, organe indépendant, seule une petite partie de l'aide fédérale aux entreprises (près de 17,5 milliards de dollars australiens par an en valeur brute) fait l'objet à intervalles réguliers d'une évaluation destinée à déterminer si elle est financièrement rentable ou non.

Si la tâche n'est pas achevée dans ces domaines et dans d'autres en ce qui concerne les mesures d'incitation et la flexibilité du marché, il reste relativement davantage à faire pour renforcer les capacités en matière de capital humain. Cette nouvelle préoccupation s'est traduite dans l'évolution et l'élargissement des mesures de réforme constatés entre la politique nationale de la concurrence et la "troisième tranche" de 2005 au titre du Programme national de réformes (NRA). Pourtant, la mise en œuvre de ce programme sous les auspices du Conseil de réforme du COAG, qui entend mettre en place une économie nationale sans barrières, a connu quelques retards.

Source: Commission de la productivité (2009c), *Australia's Productivity Performance*, rapport présenté à la Commission économique permanente de la Chambre des représentants, septembre. Adresse consultée: http://www.pc.gov.au/__data/assets/pdf_file/0005/91382/productivity-growth.pdf [3 août 2010].

2) ÉVOLUTION ECONOMIQUE RECENTE

i) Croissance, revenu et emploi

3. L'économie australienne a relativement bien résisté à la crise financière mondiale.⁸ En particulier, la poussée imprimée au revenu national⁹ par l'envolée des prix des produits de base a permis aux termes de l'échange d'atteindre leur niveau le plus élevé depuis plus d'un demi-siècle.¹⁰ Si elle n'est pas que passagère, l'importante amélioration des termes de l'échange, qui pourrait "se révéler être le plus gros choc extérieur qu'ait connu l'économie australienne"¹¹ aura probablement une profonde incidence sur le modèle de croissance et la structure de l'économie en nécessitant une réallocation des ressources. Les secteurs dont les prix à la production auront augmenté, et qui seront donc devenus plus rentables, chercheront à se développer en détournant des intrants de main-d'œuvre et de capital de secteurs moins rentables, dont le rapport de la production au PIB baissera en conséquence. L'une des principales difficultés auxquelles se heurteront les pouvoirs publics sera par conséquent d'opter entre aider ces secteurs à résister au changement ou les aider à s'y adapter.¹² De toute évidence, les politiques macro-économiques aussi bien que structurelles ont un rôle important à jouer à cet égard.

4. Après avoir cessé de progresser depuis 2001, la croissance du PIB en termes réels s'est fortement repliée pour tomber à 1,4% en 2008/09 en raison du tassement de l'investissement des entreprises, lié à la baisse du prix des produits de base, du resserrement des conditions de crédit sur les marchés mondiaux des capitaux, et du ralentissement de la croissance mondiale (tableau I.1).¹³ Selon les projections du FMI, la progression du PIB en termes réels devrait se situer entre 3 et 3,5% en 2010 et 2011, avec l'investissement privé dans les industries extractives et les exportations de produits de base remplaçant la demande publique en tant que premier moteur de la croissance; quant à elles, les autorités prévoient une croissance du PIB de 3,25% en 2010 et de 3,75%-4% en 2011 et 2012, portée notamment par les perspectives favorables de l'investissement lié aux ressources naturelles, une forte augmentation des exportations de ressources naturelles et un redressement progressif de l'investissement des entreprises.¹⁴ D'après le FMI, la production risque de demeurer en deçà de son potentiel durant plusieurs années; les autorités prédisent néanmoins que l'économie retrouvera sa pleine capacité en 2011.¹⁵

⁸ En 2009, l'Australie était la troisième économie qui connaissait la plus forte croissance des 33 économies avancées membres du FMI, l'une des trois à ne pas être tombée en récession technique; et l'économie accusant le plus faible taux d'endettement de l'État (environ 10% du PIB) (Gouvernement australien, 2009a).

⁹ Le PIB par habitant en termes de parité de pouvoir d'achat est passé de 36 357 dollars EU en 2007 à 39 230 dollars EU en 2009, d'après les statistiques de la Banque mondiale. Adresse consultée: <http://databank.worldbank.org/ddp/home.do>.

¹⁰ FMI (2009a).

¹¹ *The Australian*, "Industry aid will spark rate rise, Ken Henry warns", 23 novembre 2010.

¹² Banque de réserve d'Australie (2010c).

¹³ FMI (2009a).

¹⁴ FMI (2010b); Banque de réserve d'Australie (2010b); et FMI (2010a).

¹⁵ Département du Trésor (2010c).

5. Depuis 2007, la structure sectorielle du PIB et de l'emploi de l'Australie a peu évolué et reste dominée par les services (tableau I.2 et chapitre IV); la part des industries manufacturières dans le PIB est passée de 10,3% en 2006/07 à 9,3% en 2009/10, alors que celle des industries extractives de 7,7% a atteint un pic de 9,8% au cours de la même période, qui a vu le secteur profiter de l'envolée des prix des produits de base sur les marchés mondiaux et de la forte demande en provenance des pays émergents.

Tableau I.2
Indicateurs économiques de base, 2005-2010

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
	<i>(variation annuelle en %)</i>				
PIB par activité économique aux prix de 2008/09^a					
Agriculture, sylviculture et pêche	2,8	-15,3	6,9	17,6	-1,2
Industries extractives	1,9	8,5	2,0	2,6	6,2
Industries manufacturières	-0,3	1,9	4,0	-5,9	1,5
Services de l'électricité, du gaz, de l'eau et des déchets	1,7	1,0	0,2	3,8	2,7
Bâtiment et travaux publics	8,2	5,5	7,0	3,0	0,5
Services	3,4	4,0	3,9	1,8	2,3
Commerce de gros et de détail	2,4	3,7	3,9	0,7	2,6
Hébergement et restauration	2,8	1,6	-0,2	-3,2	-2,1
Transport, poste et entreposage	3,1	5,8	5,5	-1,2	2,4
Médias et télécommunications	4,1	6,2	6,2	1,1	1,2
Services financiers et services d'assurance	6,0	10,4	8,2	0,1	3,0
Location et immobilier	4,7	-5,2	-3,3	4,6	1,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	2,5	0,7	3,3	3,9	3,8
Services administratifs et de soutien	2,5	5,0	5,9	-4,2	1,5
Administration publique et sécurité	2,3	4,6	0,5	5,7	0,0
Éducation et formation	1,5	1,8	2,1	3,0	2,6
Soins de santé et assistance sociale	5,0	4,1	5,0	5,5	3,6
Services artistiques et récréatifs	2,1	6,5	2,3	7,6	0,0
Autres services	-0,4	2,1	1,9	1,8	-1,1
Propriété de logements	3,9	2,5	3,0	2,7	2,9
			<i>(%)</i>		
Part des différents secteurs dans le PIB aux prix courants^b					
Agriculture, sylviculture et pêche	3,0	2,4	2,4	2,4	2,3
Industries extractives	7,2	7,7	7,6	9,8	8,4
Industries manufacturières	10,8	10,3	10,1	9,3	9,3
Électricité, gaz et eau	2,5	2,3	2,3	2,2	2,1
Bâtiment et travaux publics	7,2	7,6	7,7	7,7	7,9
Services	69,3	69,7	69,9	68,7	70,0
Commerce de gros et de détail	9,6	9,5	9,5	9,3	9,3
Hébergement et restauration	2,6	2,5	2,4	2,3	2,3
Transport, poste et entreposage	5,2	5,5	5,4	5,1	5,2
Médias et télécommunications	3,5	3,4	3,3	3,3	3,3
Services financiers et services d'assurance	10,0	11,0	11,7	10,9	10,6
Location et immobilier	3,1	3,1	3,1	2,8	2,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	6,0	6,1	6,3	6,4	7,3
Services administratifs et de soutien	2,7	2,7	2,7	2,5	2,5
Administration publique et sécurité	5,6	5,5	5,2	5,2	5,2

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Éducation et formation	4,6	4,5	4,3	4,3	4,4
Soins de santé et assistance sociale	6,0	6,0	6,1	6,0	6,2
Services artistiques et récréatifs	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8
Autres services	2,1	1,9	1,8	1,8	1,8
Propriété de logements	7,3	7,1	7,3	7,8	8,4
Part des différents secteurs dans l'emploi total					
Agriculture, sylviculture et pêche	3,5	3,4	3,3	3,3	3,3
Industries extractives	1,3	1,3	1,4	1,6	1,6
Industries manufacturières	10,2	9,9	9,9	9,4	9,1
Électricité, gaz et eau	1,1	1,0	1,1	1,3	1,2
Bâtiment et travaux publics	8,7	9,1	9,1	9,2	9,1
Services	75,4	75,3	75,3	75,2	75,7
Commerce de gros et de détail	15,4	15,3	15,2	15,0	14,7
Hébergement et restauration	6,7	6,7	6,6	6,6	6,8
Transport, poste et entreposage	5,0	5,0	5,2	5,5	5,2
Médias et télécommunications	2,4	2,4	2,2	2,1	1,9
Services financiers et services d'assurance	3,8	3,9	3,8	3,7	3,6
Location et immobilier	1,9	1,9	1,9	1,8	1,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	7,1	7,2	7,3	7,2	7,6
Services administratifs et de soutien	3,5	3,4	3,3	3,2	3,4
Administration publique et sécurité	6,1	6,2	5,9	6,2	6,2
Éducation et formation	7,4	7,2	7,4	7,4	7,5
Soins de santé et assistance sociale	10,3	10,3	10,3	10,6	11,0
Services artistiques et récréatifs	1,8	1,7	1,8	1,9	1,8
Autres services	4,1	4,0	4,3	4,2	4,1

- a Sur la base de mesures en volume.
b Pourcentage de la valeur ajoutée brute aux prix de base.

Source: Bureau australien des statistiques, *Australian System of National Accounts, ABS Cat. No. 5204.0*; et *Labour Force, Australia, Detailed, Quarterly, ABS Cat No. 6291.0.55.00B*.

6. En dépit des mesures temporaires de relance économique (encadré I.1), le sous-emploi et le chômage¹⁶ n'ont cessé de gagner du terrain depuis le précédent examen (pour atteindre un taux de 5,5% en 2009/10), l'appareil économique fonctionnant en sous-capacité à cause de la crise financière mondiale.¹⁷ Selon le FMI, le sous-emploi devrait reculer peu à peu pour n'être plus que de 5,1% en 2011.¹⁸ Les autorités estiment que plusieurs indicateurs prospectifs continuent de laisser entrevoir une

¹⁶ Selon le Bureau australien des statistiques, le sous-emploi est passé de 6,6% en 2006 à 7,7% de la population active en 2009 (renseignements en ligne du Bureau australien des statistiques, "1370.0 – Measures of Australia's Progress, 2010". Adresse consultée: [http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Lookup/by%20Subject/1370.0~2010~Chapter~Underemployment%20\(4.3.3\)](http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Lookup/by%20Subject/1370.0~2010~Chapter~Underemployment%20(4.3.3)) [18 novembre 2010].

¹⁷ Le chômage s'est aggravé, mais pas plus que dans de nombreux autres pays développés. Avant la crise, l'économie fonctionnait à pleine capacité et il était difficile de trouver du personnel qualifié; lorsque la crise a éclaté, les employeurs ont préféré réduire les horaires de travail plutôt que d'avoir recours à des licenciements massifs. C'est ainsi qu'en 2008, alors que 200 000 emplois à plein temps étaient supprimés, 180 000 emplois à temps partiel étaient créés, ce qui a considérablement amorti la hausse du chômage (Département du Trésor, 2009c).

¹⁸ FMI (2010b).

solide reprise de l'emploi en cours des années à venir étant donné que l'économie devrait recouvrer sa pleine capacité en 2011.¹⁹

ii) Prix

7. Durant la période considérée, en raison principalement de la dépréciation de la monnaie et de la hausse des droits d'accise sur le tabac (chapitre III), le mouvement de l'indice des prix à la consommation (IPC) a légèrement dépassé la fourchette de 2%-3% officiellement fixée comme cible (section 3) i)), avant de retrouver un taux modéré de 2,3% en 2009/10 sous l'effet du tassement de la demande, du ralentissement de l'augmentation des salaires et de l'appréciation du dollar australien (tableau I.1).²⁰ Avec une production qui devrait avoir retrouvé son niveau de pleine capacité au milieu de 2011, une nouvelle hausse des droits d'accise sur le tabac, une forte augmentation des tarifs des services publics et la pression inflationniste découlant du boom minier, il est prévu que l'inflation remonte à 3% au cours des trois prochaines années, ce qui représente l'extrémité haute de la fourchette fixée comme objectif.²¹

3) PRINCIPAUX FAITS NOUVEAUX AU PLAN MACRO-ECONOMIQUE

i) Politique monétaire et politique de change

8. Au cours de la période à l'examen, le gouvernement a approuvé l'objectif fixé par la Banque de réserve d'Australie en matière d'inflation (2%-3% sur le cycle) et le statut de cette dernière en tant qu'organe indépendant chargé d'arrêter la politique monétaire.²² Comme on l'a vu, en 2007/08 et 2008/09, la hausse des prix a légèrement dépassé les niveaux visés. Pour contenir la pression inflationniste durant cette période (avant l'éclatement de la crise financière mondiale), la Banque de réserve avait relevé son taux d'escompte à plusieurs reprises. Si la reprise est au rendez-vous comme prévu et que les risques de dégradation de la situation se dissipent, la politique monétaire devra se resserrer de manière à freiner l'inflation générée par le boom minier alimenté par la demande chinoise.²³

9. L'Australie a maintenu son système de taux de change flottant; ce taux a tendance à s'élever lorsque s'améliorent les termes de l'échange, ce qui réduit le prix des importations et donc le taux d'inflation dans le pays, tout en facilitant la réaffectation des ressources. La Banque de réserve peut toutefois intervenir sur le marché des changes lorsque celui-ci menace de devenir trop instable ou lorsque le taux de change ne correspond manifestement pas aux principes économiques fondamentaux.²⁴ Ces interventions visent systématiquement à stabiliser le marché et non à atteindre des objectifs en matière de taux de change. La Banque de réserve explique ses interventions dans son Bulletin trimestriel sur la politique monétaire.

¹⁹ Banque de réserve d'Australie (2010b); et Département du Trésor (2010c).

²⁰ Banque de réserve d'Australie (2010b).

²¹ FMI (2010a) et (2010b).

²² Renseignements en ligne de la Banque de réserve d'Australie. *Statement on the Conduct of Monetary Policy*, déclaration prononcée par le Trésorier et le Gouverneur de la Banque de réserve d'Australie, 30 septembre 2010. Adresse consultée: <http://www.rba.gov.au/monetary-policy/framework/stmt-conduct-mp-5-30092010.html> [1^{er} octobre 2010].

²³ FMI (2010a).

²⁴ Renseignements en ligne du secrétariat de l'APEC. Adresse consultée: <http://www.apecsec.org.sg> [20 février 2001], et document de l'OMC WT/TPR/S/104 du 26 août 2002.

10. La sensibilité du taux de change aux fluctuations du prix des produits de base a aidé à stabiliser les recettes d'exportation, tandis que les mesures de protection contre le risque de change ont minimisé toute incidence négative sur le bilan des sociétés et des banques.²⁵ Après avoir progressé régulièrement durant un certain temps, en 2008/09, le taux de change du dollar australien vis-à-vis du dollar EU a fortement reculé (tableau I.1), sous l'effet de la baisse du prix des produits de base, de l'incertitude régnant sur les marchés mondiaux et de l'intérêt des investisseurs pour les actifs sûrs, ce qui a provoqué temporairement un fort accroissement des exportations et une baisse des importations.²⁶ Depuis lors, le taux de change s'est repris, profitant, entre autres choses, de la forte croissance économique enregistrée par l'Australie par rapport aux autres pays développés, de l'augmentation du taux d'escompte de la Banque de réserve, de termes de l'échange exceptionnellement favorables, du rebond des cours du minerai de fer et du charbon, de la belle confiance des milieux d'affaires, d'une évaluation favorable du risque souverain de l'Australie et de l'affaiblissement du dollar EU.²⁷ On s'attend à ce que le dollar australien se maintienne à un niveau élevé sur le court terme car ces facteurs ne devraient pas se dissiper rapidement. Selon le FMI, en 2010, la monnaie nationale était, en gros, conforme aux fondamentaux, mais légèrement surévaluée. Cette surévaluation devrait disparaître lorsque les taux d'intérêt aux États-Unis et dans les autres pays développés auront retrouvé des niveaux normaux.²⁸ On peut également supposer que la forte appréciation récente du dollar australien par rapport au dollar EU était due en grande partie aux différences de taux d'intérêt qui ont favorisé les opérations spéculatives sur les devises en question.

ii) Politique budgétaire

11. Après une période ininterrompue d'excédent (environ 2% du PIB), les comptes du gouvernement australien ont enregistré un déficit équivalant à 2% du PIB en 2008/09 (tableau I.1), qui s'explique en grande partie par la baisse des recettes fiscales et la mise en œuvre des mesures temporaires de relance économique (encadré I.1).²⁹ L'accroissement des dépenses d'investissement par les États et les entreprises publiques n'est pas pris en compte dans ces calculs. Ce déficit budgétaire en part du PIB devrait reculer de 3,6% en 2009/10 (tableau I.1) à 2,8% en 2010/11, avant de céder la place à un léger excédent en 2012/13 ou 2013/14 sous l'effet de la levée du plan de relance et d'une hausse des recettes publiques qui coïnciderait avec le retour de la croissance.³⁰

12. L'amélioration des termes de l'échange consécutif à l'envolée du prix des produits de base et à la hausse du taux de change qui a suivi sont à l'origine d'un débat sur le rôle de la politique budgétaire sur le long terme, certains esprits estimant que le gouvernement fédéral devrait envisager de verser les excédents provenant du boom des ressources naturelles dans un "fonds de stabilisation".³¹ Dans la

²⁵ FMI (2010a).

²⁶ Comme les taux officiels ont baissé davantage et plus rapidement aux États-Unis qu'en Australie, le différentiel entre ces taux s'est élargi et a contribué à limiter la dépréciation.

²⁷ La dépréciation du dollar australien a soutenu les recettes d'exportation dès lors que le prix en dollars EU des exportations de produits de base a chuté dans les derniers mois de 2008. Renseignements en ligne de la CBS. Adresses consultées: <http://www.cbs.gov.ws/publications/pub/exrdev/10/cbsexratesdev10Mar.pdf> et <http://www.cbs.gov.ws/publications/pub/exrdev/10/cbsexratesdev10July.pdf> [2 octobre 2010].

²⁸ FMI (2009a) et (2010a).

²⁹ Selon le FMI, le déficit pour 2009 était acceptable au vu d'une dette publique modeste à l'aune de celle des pays avancés; toutefois, de nouveaux ajustements budgétaires s'imposeraient pour retrouver un excédent au cas où la croissance et les termes de l'échanges se comporteraient moins bien que prévu (FMI, 2009a).

³⁰ Banque de réserve d'Australie (2010b); et FMI (2010a).

³¹ Banque de réserve d'Australie (2010c).

mesure où il serait placé à l'étranger, ce fonds atténuerait l'appréciation du taux de change du dollar australien et écarterait le risque du "syndrome hollandais".

4) PRINCIPAUX FAITS NOUVEAUX ET DEFIS EN MATIERE DE POLITIQUES STRUCTURELLES

13. La flambée des prix des exportations et le faible taux de chômage ont temporairement freiné le rythme des réformes.³² C'est ainsi que les réformes structurelles dans certains domaines semblent avoir marqué le pas ou ne pas avoir atteint leur but au cours de la période considérée (section 1)). Dans le même temps, la croissance de la productivité s'est fortement ralentie (encadré I.2). La réforme structurelle visant à améliorer la compétitivité internationale de l'Australie s'est concentrée sur le cadre réglementaire, l'innovation, l'ajustement au changement climatique et le soutien interne à un petit nombre de secteurs, notamment celui des produits de l'industrie automobile. Parmi les autres secteurs faisant l'objet de la réforme en cours figurent le marché de l'énergie et celui des télécommunications (chapitre IV). La refonte de l'infrastructure des transports reste un défi majeur (chapitre IV). Selon un rapport de 2010 du Département du Trésor, le vieillissement de la population et le changement climatique représentent, entre autres, un risque important à long terme pour l'économie et la viabilité des finances publiques.³³ Plus la population vieillira, plus le taux de croissance de l'économie fléchira et plus l'État devra dépenser, en particulier pour la santé. Les nombreuses mesures actuellement prises pour faire face à ces défis consistent, entre autres, à investir dans l'infrastructure, l'innovation, la formation et l'éducation pour soutenir l'accroissement de la productivité; à remanier le système de santé pour qu'il soit financièrement plus efficace; et à mener une politique budgétaire plus rigoureuse.³⁴ Nombre de ces mesures d'ajustement structurel auront des incidences sur le coût de la vie, sous la forme d'un alourdissement des factures d'électricité et d'eau et des frais routiers, incidences qui pourraient entraver l'effort de réforme et entraîner un déficit budgétaire pour les 40 prochaines années, si des mesures correctives de politique générale ne sont pas appliquées.³⁵ D'après le Département du Trésor, compte tenu de la délicate situation budgétaire à moyen terme du pays (section 3) ii)), les réformes devraient être "budgétairement neutres".³⁶

Réforme fiscale

14. Un important programme de réformes est en cours pour rendre le régime fiscal plus équitable, plus simple et plus concurrentiel sur le plan international.³⁷ Plus précisément, les autorités entendent alourdir les prélèvements sur les bénéfices liés aux ressources naturelles (telles que le minerai de fer, le charbon, le pétrole et le gaz) et alléger la charge fiscale et le coût de mise en conformité pour les petites entreprises. Parmi les principales mesures envisagées figurent: l'introduction d'une Taxe sur les bénéfices tirés des ressources minérales (MRRT); l'élargissement de la Taxe sur les bénéfices tirés des ressources pétrolières (PRRT) à tous les projets d'exploitation du pétrole et du gaz continentaux et sous-marins; un abaissement de 30% à 29% de l'impôt sur les sociétés (à compter de 2012 pour les

³² *The Australian*, "Red Book's hard reading for Labor", 27 septembre 2010. Adresse consultée: <http://www.theaustralian.com.au/news/features/red-books-hard-reading-for-labor/story-e6frg6z6-122592969703> 5 [1^{er} octobre 2010].

³³ Commonwealth d'Australie (2010).

³⁴ Le CPRS est conçu pour permettre une importante réduction des émissions de CO₂ au meilleur coût, tout en protégeant les entreprises et les emplois australiens durant la période de transition; il devrait notamment réduire les émissions de 5% par rapport à leurs niveaux de 2000 d'ici à 2020.

³⁵ Département du Trésor (2010c); et *The Australian*, "Red Book's hard reading for Labor", 27 septembre 2010. Adresse consultée: <http://www.theaustralian.com.au/news/features/red-books-hard-reading-for-labor/story-e6frg6z6-122592969703> 35 [1^{er} octobre 2010].

³⁶ Département du Trésor (2010c).

³⁷ Renseignements en ligne du gouvernement australien "A Tax Plan for our Future". Adresse consultée: http://www.futuretax.gov.au/pages/topic_whytaxreform.aspx [1^{er} septembre 2010].

petites entreprises, et de 2013 pour les autres); et des dispositions visant à renforcer les prestations de retraite.³⁸ Par ailleurs, on sait depuis longtemps qu'il est nécessaire de revoir le régime fiscal au niveau des États, dont certaines taxes mal pensées pèsent très lourdement sur l'économie; et de faire en sorte que l'aide aux entreprises par le biais de la fiscalité (ou par d'autres voies) ait pour principal objectif de lutter contre les défaillances du marché et non pas de continuer à soutenir des activités inefficaces aux dépens de la collectivité.³⁹ En septembre 2010, le Département du Trésor a proposé de supprimer le droit de timbre sur les transactions immobilières, de revoir le prélèvement sur les salaires et la taxe foncière au niveau des États et d'introduire par palier un péage destiné à lutter contre l'engorgement routier.

Réforme du régime de retraite

15. En mai 2009, on a réformé le régime de retraite pour qu'il vienne davantage en aide à ceux qui en ont le plus besoin et pour le rendre plus viable.⁴⁰ L'amélioration des prestations s'est faite sans alourdir la pression à long terme sur le budget. Les dispositions concernant les critères de revenu ont été révisées en faveur des plus nécessiteux. Les modalités de versement des prestations ont été simplifiées et assouplies. Pour faire face au coût à long terme de l'évolution démographique, les autorités vont progressivement porter à 67 ans l'âge légal de départ à la retraite, à raison de six mois tous les deux ans, à partir de 2017.

Réforme du marché du travail

16. Le 1^{er} juillet 2009, l'Australie a adopté un nouveau cadre juridique et institutionnel pour les relations dans l'entreprise, avec l'entrée en vigueur de la Loi sur l'équité au travail. Ce nouveau cadre marque un tournant par rapport à l'ancienne législation, car il établit un lien étroit entre la rémunération et la productivité en faisant une plus large place à la négociation au niveau de l'entreprise. Parmi les diverses initiatives en faveur de la participation à la vie active, citons: le renforcement des incitations au travail, par une diminution de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et le relèvement de la réduction d'impôt pour garde d'enfants; des réformes dans les domaines de l'enseignement, des services relatifs à l'emploi et de la santé; et le Programme pour le maintien dans l'emploi des personnes âgées destiné à favoriser la participation des personnes d'âge mûr par des mesures pratiques telles des programmes de recyclage et une aide accrue dans le cadre de l'assistance téléphonique en matière de recherche d'emploi du Programme australien de lutte contre le chômage.⁴¹

5) ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Balance des opérations courantes et balance commerciale

17. Reflet de l'écart entre épargne et investissement, le déficit de la balance des opérations courantes a atteint un pic en 2007/08 (6,3% du PIB, tableau I.3), principalement à cause des contraintes pesant sur la croissance du volume des exportations (sécheresse et blocages dans la chaîne logistique); d'un fort accroissement des importations dû à la vigueur de la demande intérieure et à l'appréciation du taux de change effectif réel; et d'un creusement du déficit au titre des revenus d'investissement consécutif à un alourdissement des charges du service de la dette extérieure et à

³⁸ Dans ce domaine, les autorités envisagent d'accroître l'épargne-retraite en portant progressivement de 9% à 12% le taux de cotisation de l'employeur au régime de retraite (Département du Trésor, 2010c).

³⁹ Département du Trésor (2010c).

⁴⁰ Commonwealth d'Australie (2010).

⁴¹ Commonwealth d'Australie (2010).

l'importance des dividendes versés aux investisseurs étrangers, en particulier par le secteur des ressources naturelles.⁴² En 2008/09, le déficit a été considérablement réduit (3,2% du PIB), soit son niveau annuel le plus bas de la période considérée; la balance commerciale est devenue excédentaire, grâce surtout à la forte augmentation du montant des contrats de produits négociés au début de 2008 pour les exportations de minerai de fer et de charbon, ainsi qu'à la plongée du taux de change. Elle est redevenue déficitaire depuis. On s'attend à ce que le déficit actuel de la balance des opérations courantes s'établisse à moins de 2,5% du PIB en 2010 et 2011 car une amélioration des termes de l'échange devrait contribuer à générer un excédent commercial; selon les prévisions toutefois, il devrait se creuser et atteindre environ 6% du PIB sur le moyen terme.⁴³

Tableau I.3
Balance des paiements, 2005-2010
(en millions de \$A)

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Compte courant	-54 075	-60 541	-73 980	-40 515	-56 103
Balance des marchandises et des services	-15 354	-13 231	-24 579	5 887	-5 965
Balance des marchandises	-15 476	-14 048	-21 894	9 186	-4 561
Exportations	154 035	169 524	182 952	231 564	201 458
Importations	169 511	183 572	204 846	222 378	206 019
Balance des services	122	817	-2 685	-3 299	-1 404
Crédit	41 641	45 956	50 645	52 873	52 546
Transports	8 186	8 546	9 129	7 342	6 376
Voyages	22 624	25 161	28 252	31 096	33 285
Finance et assurance	1 492	1 444	1 420	1 616	1 304
Redevances et droits de licence	771	887	778	872	1 064
Télécommunications	445	377	309	290	237
Informatique et information	1 199	1 484	1 587	1 786	1 506
Autres services aux entreprises	5 180	6 369	7 394	7 779	6 688
Services personnels et culturels	647	608	726	797	788
Biens et services fournis par les administrations publiques n.i.a. ^a	1 097	1 080	1 050	1 295	1 298
(Services liés au tourisme)	(26 728)	(29 398)	(32 370)	(34 506)	(35 866)
Débit	41 519	45 139	53 330	56 172	53 950
Transports	14 838	15 732	16 797	15 832	13 835
Voyages	15 089	15 934	20 153	22 082	23 354
Finance et assurance	1 646	1 822	2 216	1 325	1 198
Redevances et droits de licence	2 688	3 181	3 514	3 526	3 585
Télécommunications	543	499	488	607	506
Informatique et information	1 067	1 431	1 478	1 641	1 553
Autres services aux entreprises	3 647	4 450	6 569	8 549	7 492
Services personnels et culturels	1 080	1 108	1 163	1 565	1 241
Biens et services fournis par les administrations publiques n.i.a. ^a	921	982	952	1 045	1 186
(Services liés au tourisme)	(21 373)	(22 810)	(27 431)	(27 917)	(28 556)

⁴² Le déficit de la balance des opérations courantes traduit davantage le niveau élevé de l'investissement que le faible niveau de l'épargne, et il devrait pouvoir être supporté tant que l'investissement conduit à un renforcement de la capacité à exporter (FMI, 2008).

⁴³ FMI (2010a).

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Balance des recettes	-37 884	-47 001	-49 496	-45 407	-49 224
Crédit	27 937	38 318	44 217	42 823	35 901
Débit	65 822	85 319	93 713	88 231	85 124
Transferts courants	-837	-309	95	-995	-914
Crédit	5 314	6 002	6 255	6 657	6 380
Débit	6 151	6 311	6 160	7 652	7 294
Compte de capital et compte financier	54 435	61 153	72 572	39 873	56 613
Compte de capital	-141	281	-232	-611	-132
Actifs financiers	-3	423	-1	-244	14
Crédit	3	489	9	2	4
Débit	-6	-66	-10	-246	10
Transferts de capitaux	-138	-142	-231	-367	-146
Crédit	0	0	0	0	0
Débit	-138	-142	-231	-367	-146
Compte financier	54 576	60 872	72 804	40 484	56 745
Investissements directs	-5 675	11 507	29 117	17 665	17 398
Investissements australiens directs à l'étranger	-29 750	-34 432	-27 291	-30 474	-17 550
Investissements étrangers directs en Australie	24 074	45 938	56 407	48 140	34 948
Investissements de portefeuille	64 937	66 370	-4 084	49 220	68 112
Actifs	-59 996	-76 609	-65 469	4 008	-92 470
Passifs	124 933	142 979	61 385	45 212	160 582
Produits financiers dérivés	-3 511	2 006	-7 043	-3 726	-5 951
Actifs	13 037	12 700	-4 365	30 682	37 651
Passifs	-16 548	-10 694	-2 678	-34 408	-43 602
Autres investissements	4 431	1 116	10 523	-10 779	-28 743
Actifs	-18 228	-21 090	-31 802	-51 415	-20 009
Passifs	22 659	22 206	42 325	40 636	-8 734
Avoirs de réserve	-5 605	-20 127	44 292	-11 896	5 929
Erreurs et omissions nettes	-359	-613	1 407	642	-510

a "Services n.i.a." comprend les services manufacturiers, les services de maintenance et de réparation et les services de bâtiment et travaux publics.

Source: Bureau australien des statistiques (2010), *Balance of Payments and International Investment Position – 5302.0*, juin.

18. Le recours accru à l'endettement extérieur aux fins, entre autres, du financement du déficit de la balance courante constitue une source potentielle de vulnérabilité pour l'économie. Le service de la dette extérieure, dette qui est relativement élevée, reste la principale cause du déficit des recettes nettes, équivalant à 88% du déficit de la balance courante en 2009/10 (tableau I.3), compte tenu principalement des intérêts et des dividendes versés aux investisseurs étrangers en Australie (nets des recettes reçues sur les investissements australiens à l'étranger).⁴⁴ Entre 2006/07 et 2009/10, la dette extérieure nette s'est accrue de 24,5% (tableau I.3); en juin 2010, le poids du secteur privé, notamment des sociétés financières, dans la dette extérieure, était toujours de 83,8%, alors que celui du secteur public avait pratiquement décuplé depuis septembre 2007 (tableau AI.1).⁴⁵ Si l'endettement extérieur net de l'Australie est relativement élevé (environ 60% du PIB), sa dette

⁴⁴ Garton, Sedgwick et Shirodkar (2010).

⁴⁵ Renseignements en ligne du Bureau australien des statistiques. Adresse consultée: [http://www.ausstats.abs.gov.au/usstats/meisubs.nsf/0/19A7112FC836013ECA25778F00204B18/\\$File/A3374925K](http://www.ausstats.abs.gov.au/usstats/meisubs.nsf/0/19A7112FC836013ECA25778F00204B18/$File/A3374925K) [1^{er} octobre 2010].

extérieure brute est plus faible que dans de nombreux pays avancés (un peu moins de 100% du PIB).⁴⁶ De même, la dette extérieure à court terme reste importante, avec 46% du PIB, mais elle est en deçà de celle de beaucoup de pays développés.

19. Depuis l'exercice 2006/07, qui avait enregistré un pic en la matière, les réserves internationales (de change) de l'Australie ont fortement baissé, passant de 77 milliards de dollars australiens (soit 4 mois d'importations de biens et de services) à 33,4 milliards de dollars australiens (1,5 mois d'importations) en 2009/10 (tableau I.1). Cette chute s'explique essentiellement par le fait que les dépôts du Fonds pour l'avenir (excédents du budget de l'État) ont été retirés des réserves, pour être placés ailleurs. Elle reflète également les pertes d'évaluation découlant de l'appréciation du dollar australien, qui a réduit la valeur des réserves exprimée en dollars australiens.⁴⁷ Les autorités considèrent que le faible niveau des réserves ne constitue pas un problème parce que le dollar australien est flottant.

6) ÉVOLUTION DU COMMERCE DES MARCHANDISES

20. Grâce à la plus grande ouverture de l'Australie au commerce international et à son intégration dans l'économie mondiale, le ratio des échanges (exportations et importations) des marchandises et des services au PIB est passé de 40,6% en 2006/07 à 44,8% en 2008/09, avant de retomber à 40,0% en 2009/10 (tableau I.1).

21. Depuis l'examen précédent, l'Australie est restée largement tributaire des exportations de produits de base (minerais métallifères, combustibles minéraux et produits alimentaires), et en particulier des exportations des industries extractives, en raison de la flambée des cours mondiaux (graphique I.1 et tableau AI.2); les exportations de produits alimentaires ont souffert de l'appréciation de la monnaie nationale et des contraintes liées à la sécheresse (section 3) i), chapitre IV). La part des produits manufacturés (machines et matériel de transport, et produits de l'industrie automobile) dans les importations totales a légèrement reculé depuis 2006 (graphique I.2 et tableau AI.3).

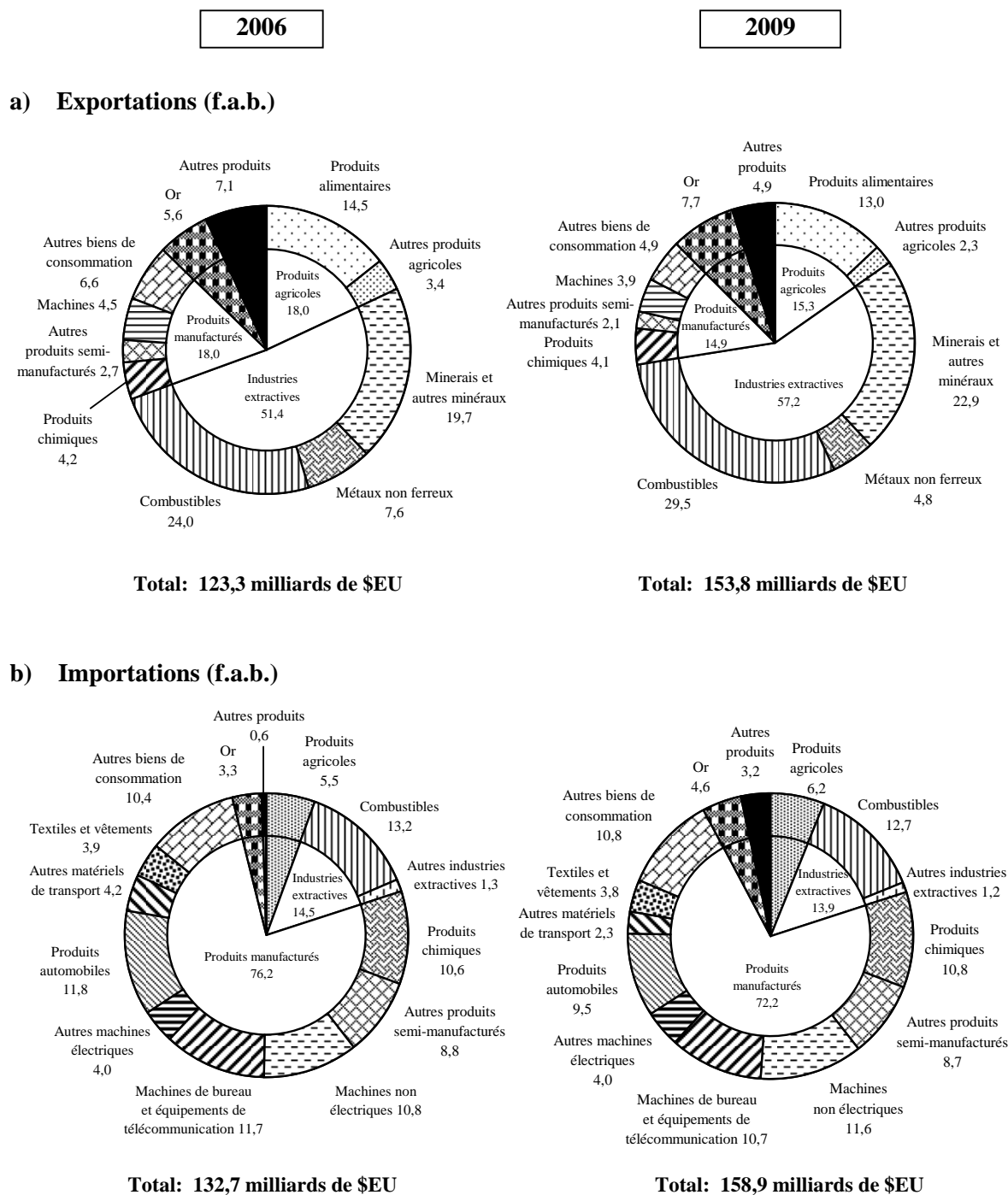
22. Le commerce des marchandises de l'Australie avec l'Asie de l'Est s'est encore renforcé entre 2006 et 2009 (graphique I.2), grâce surtout au quasi-doublement de la part de la Chine dans les exportations totales. Malgré les fluctuations de la répartition des échanges, plus de 72% du commerce des marchandises ont continué de s'effectuer avec les partenaires de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et environ 15% avec les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) (tableaux AI.4 et AI.5). La Chine, le Japon, l'UE, la Corée (Rép. de), l'Inde et les États-Unis ont été les principaux marchés de l'Australie en 2009. La part de la Nouvelle-Zélande dans le commerce extérieur de l'Australie a reculé sur la période 2006-2009; en 2009, elle représentait 3,6% du commerce total de l'Australie.

⁴⁶ FMI (2010a).

⁴⁷ Par ailleurs, le Bureau australien des statistiques a indiqué qu'il y avait une grande différence entre la variation des réserves nettes et celle des réserves brutes en raison du recours aux accords d'échange (swaps) de devises (une sorte de produits dérivés de devises) pour les opérations sur liquidités sur le marché intérieur. La chute des réserves brutes entre 2006 et 2007 était due à une réduction de l'encours des contrats swaps disponibles pour des opérations sur liquidités sur le marché intérieur (Banque de réserve d'Australie, 2008).

Graphique I.1 Composition par produit des échanges de marchandises, 2006 et 2009

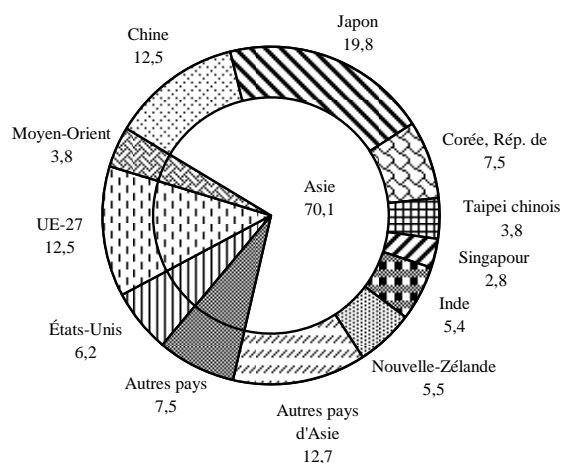
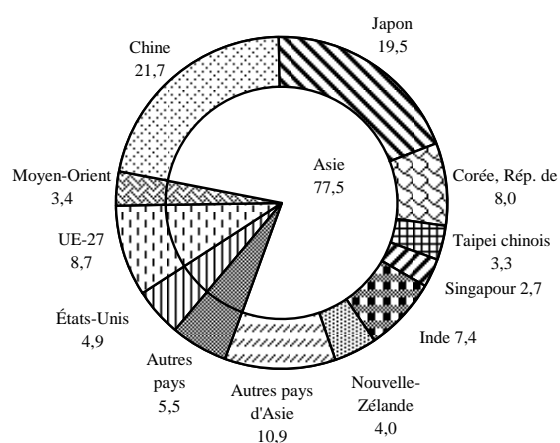
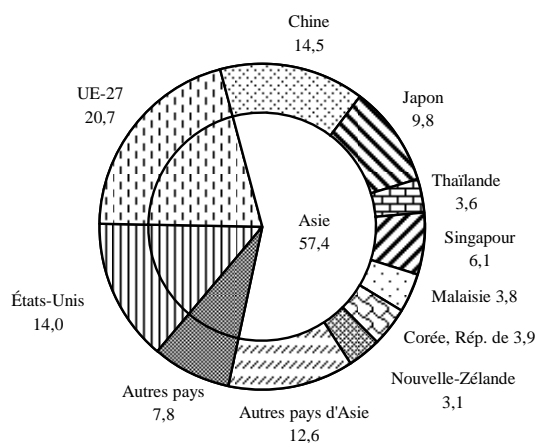
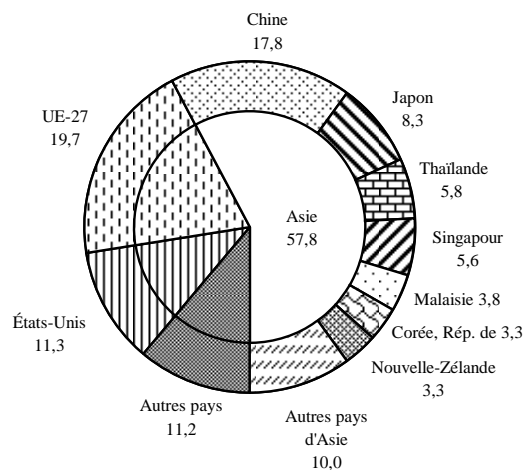
Pourcentage



Source: DSNU, base de données Comtrade (CTCI Rev.3).

Graphique I.2**Répartition géographique des échanges de marchandises, 2006 et 2009**

Pourcentage

2006**2009****a) Exportations (f.a.b.)****Total: 123,3 milliards de \$EU****Total: 153,8 milliards de \$EU****b) Importations (f.a.b.)****Total: 132,7 milliards de \$EU****Total: 158,9 milliards de \$EU****Source:** DSNU, base de données Comtrade (CTCI Rev.3).

7) TENDANCES ET STRUCTURE DE L'INVESTISSEMENT ETRANGER

23. Au cours de la période 2007-2009, l'entrée d'investissement étranger direct (IED) a augmenté d'environ 10%, passant à 436 milliards de dollars australiens (tableau I.4). La répartition générale de l'IED demeure inchangée; il se concentre dans les industries extractives, les industries manufacturières, le commerce de gros et de détail, la finance et l'assurance, ainsi que dans les services immobiliers et les services aux entreprises. Il a pour principale origine l'UE, les États-Unis et le Japon; la part de l'IED entrant en provenance de pays parties à des ACR avec l'Australie (chapitres II et III) n'a cessé de reculer.

Tableau I.4
Investissement étranger direct entrant, par partenaire et domaine d'activité économique, 2005-2009
(en millions de \$A et en %)

	2005	2006	2007	2008	2009
IED entrant total (millions de \$A)	297 641	336 865	396 852	396 515	436 059
IED par pays d'origine (% de l'IED total)					
États-Unis	25,4	25,7	25,3	25,2	22,7
Royaume-Uni	17,6	16,6	16,2	15,5	14,5
Japon	7,2	7,1	7,8	9,2	10,3
Pays-Bas	7,2	7,3	6,4	5,2	7,7
Suisse	4,0	4,9	4,1	4,9	4,0
Allemagne	3,3	3,1	4,4	3,4	3,8
Singapour	1,4	1,7	3,6	2,6	3,6
IED en provenance de pays parties à des ACR (% de l'IED total)	32,2	33,3	33,7	31,6	30,3
Canada	2,0	2,3	2,8	2,4	2,5
Chili	.. ^a	.. ^a	.. ^a	.. ^a	.. ^a
Malaisie	1,0	0,8	.. ^a	.. ^a	.. ^a
Nouvelle-Zélande	2,3	2,8	2,0	1,4	1,4
Papouasie-Nouvelle-Guinée	.. ^a	.. ^a	.. ^a	.. ^a	.. ^a
Singapour	1,4	1,7	3,6	2,6	3,6
Thaïlande	0,0	0,0	0,1	.. ^a	.. ^a
États-Unis	25,4	25,7	25,3	25,2	22,7
IED par domaine d'activité économique (% de l'IED total)					
Agriculture, sylviculture et pêche	0,3	0,2	0,2	0,2	..
Industries extractives	21,8	24,7	24,0	25,4	..
Industries manufacturières	18,7	18,1	18,4	18,8	..
Électricité, gaz et eau	2,9	2,5	4,1	4,1	..
Bâtiment et travaux publics	2,2	2,2	4,0	3,3	..
Services	49,5	47,9	45,5	45,1	..
Commerce de gros et de détail	16,6	15,9	14,5	14,5	..
Hébergement, cafés et restaurants	0,5	0,3	0,3	0,2	..
Transports et communications	9,3	9,0	7,6	6,6	..
Finance et assurance	15,4	15,5	13,6	13,5	..
Services immobiliers et services aux entreprises	6,8	6,4	8,2	8,6	..
Autres services	0,8	0,8	1,4	1,6	..
Non répartis	4,5	4,5	3,8	3,2	..

.. Non disponible.

a Inclus dans les totaux le cas échéant, mais non disponible à des fins de publication.

Source: Bureau australien des statistiques, document 5352.0.

24. Depuis 2007, l'investissement australien à l'étranger a considérablement varié et n'a pas dépassé la valeur de l'IED entrant (tableau I.5). Il demeure concentré dans les industries manufacturières et dans la finance et l'assurance. Les États-Unis, l'UE et la Nouvelle-Zélande en restent les principales destinations; la part de l'IED sortant allant aux États parties à des ACR a considérablement diminué, en particulier du fait de la baisse de l'IED australien aux États-Unis sous l'effet des mouvements du taux de change et de l'impact de la crise financière mondiale.

Tableau I.5

Investissement étranger direct sortant, par partenaire et domaine d'activité économique, 2005-2009

(en millions de \$A et en %)

	2005	2006	2007	2008	2009
IED sortant total (millions de \$A)	252 301	299 456	343 652	300 848	344 572
IED par pays de destination (% de l'IED total)					
États-Unis	45,5	44,0	48,1	45,1	28,9
Royaume-Uni	13,3	15,2	9,3	8,4	18,7
Nouvelle-Zélande	15,4	14,2	13,7	11,4	12,2
Hong Kong, Chine	1,8	2,2	1,9	2,0	3,3
Allemagne	1,5	2,0	3,2	2,9	2,8
Singapour	1,2	1,7	2,6	2,2	2,1
IED à destination de pays parties à des ACR (% de l'IED total)	64,6	61,1	65,9	60,8	44,1
Canada	1,7	.. ^a	.. ^a	.. ^a	.. ^a
Chili	0,0	.. ^a	.. ^a	0,4	.. ^a
Malaisie	0,1	0,1	0,7	0,7	0,9
Nouvelle-Zélande	15,4	14,2	13,7	11,4	12,2
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,6	0,9	0,8	0,8	.. ^a
Singapour	1,2	1,7	2,6	2,2	2,1
Thaïlande	.. ^a	0,2	0,1	0,1	0,1
États-Unis	45,5	44,0	48,1	45,1	28,9
IED par domaine d'activité économique (% de l'IED total)					
Agriculture, sylviculture et pêche	.. ^a	.. ^a	.. ^a	.. ^a	..
Industries extractives	4,8	9,6	.. ^a	11,5	..
Industries manufacturières	41,8	40,6	45,1	44,3	..
Électricité, gaz et eau	.. ^a	.. ^a	1,2	1,1	..
Bâtiment et travaux publics	2,5	1,2	1,7	2,1	..
Services	.. ^a	.. ^a	.. ^a	.. ^a	..
Commerce de gros et de détail	2,4	2,2	1,9	3,0	..
Hébergement, cafés et restaurants	.. ^a	.. ^a	.. ^a	.. ^a	..
Transports et communications	5,7	2,8	2,5	3,7	..
Finance et assurance	37,1	36,9	34,6	27,9	..
Services immobiliers et services aux entreprises	1,9	3,0	3,3	4,1	..
Autres services	1,3	1,4	1,5	1,8	..
Non répartis	.. ^a	.. ^a	.. ^a	.. ^a	..

.. Non disponible.

a Inclus dans les totaux le cas échéant, mais non disponible à des fins de publication.

Source: Bureau australien des statistiques, document 5352.0.